

La montée du cynisme: qui blâmer?

par Stéphane Dion

L'image de la politique n'a cessé de se détériorer depuis que l'on tient des sondages sur cette question. Les trois thèmes les plus sensibles semblent être la franchise, l'honnêteté et le gaspillage des fonds publics. Une proportion croissante de la population pense que les politiciens leur mentent, manquent de probité et dilapident leur argent. Cette impopularité de la politique et des politiciens serait saine si elle gardait les citoyens dans un état d'éveil critique envers ceux qui les gouvernent. Il paraît évident, cependant, qu'elle a conduit une frange de la population à verser dans une indifférence cynique, un refus global de tout ce qui touche de près ou de loin le monde de la politique. Cet article examine plusieurs causes qui ont été avancées pour expliquer cette montée du cynisme envers les élus y compris l'effet des médias.

Les institutions et les acteurs politiques ont moins la cote aujourd'hui que ce n'était le cas il y a dix ou vingt ans. Plusieurs sondages confirment cette tendance au Canada et on peut penser qu'il en va de même dans plusieurs autres démocraties. Ainsi, en 1965, 49% des Canadiens estimaient que «le gouvernement ne se soucie pas de ce que les gens pensent», proportion qui a grimpé à 53% en 1979, 63% en 1984 et 70% en 1990¹. Les standards d'honnêteté et d'intégrité des députés étaient jugés «bas» ou «très bas» par 39% des Canadiens en 1982, par 49% d'entre eux dix ans plus tard². Si, en 1979, 15% des Canadiens disaient éprouver «très peu» de respect à l'endroit de la Chambre des communes, cette proportion est passée à 20% en 1985, puis à 33% en janvier 1993. Pour les partis, le même indice de méfiance était de 22% en 1979, 30% en 1985, et 49% en 1993³.

Ce désenchantement envers la classe politique a cependant ses limites. «Si la plupart des Canadiens n'ont pas une grande confiance dans les politiciens, la majorité d'entre eux pensent

tout de même qu'ils sont aussi honnêtes que la moyenne des gens et que la corruption est aussi courante dans le monde des affaires qu'au gouvernement.»⁴

Une première cause évidente de la montée du cynisme est la détérioration de la situation économique. Les gens aiment moins leurs élus parce que ceux-ci sont moins en mesure de les aider. Ils leur en veulent pour le chômage, l'endettement, la croissance incertaine. Au début des années quatre-vingt, le contribuable canadien recevait pour 1,20\$ de services pour tout dollar qu'il envoyait à Ottawa, alors qu'aujourd'hui, il ne reçoit plus que 0,80\$, les restes allant au service de la dette. C'est là une explication simple de la montée du cynisme qui ne saurait suffire à l'expliquer entièrement. En effet, la forte croissance que le Canada a connue au milieu des années quatre-vingt n'a pas eu pour effet de hausser la confiance envers les institutions et les acteurs politiques.

Un autre explication est la disparition des grandes idéologies. Les déçus du néolibéralisme à la Reagan, ou du socialisme à la Mitterrand, sont venus grossir les rangs des sceptiques. Le désenchantement frappe autant l'opposition traditionnelle que le gouvernement, ce qui favorise de nouveau partis populistes dont la vocation est surtout protestataire.

Une troisième cause est souvent avancée. Il s'agit du mauvais fonctionnement des institutions. Le Canada compte plusieurs défenseurs d'une solution à l'américaine. Affirmant que nos institutions parlementaires britanniques sont dépassées, ils s'en prennent surtout la discipline de parti dont le tort, à leurs yeux, est d'empêcher le député de défendre

Stéphane Dion est professeur agrégé au Département de science politique à l'Université de Montréal. Version révisée d'une allocution présentée au colloque «Le Parlement, les parlementaires et les médias», dans le cadre des travaux de la VIIIe session de la Commission de coopération interparlementaire franco-québécoise, le mardi 28 septembre 1993, à l'Hôtel du Parlement, Québec.

honnêtement ses opinions et les intérêts de sa circonscription. Or, comme l'a fait remarqué le politologue Louis Massicotte, le désenchantement envers les élus n'est pas moins fort aux États-Unis, où à peine un cinquième de la population affirme faire « énormément » ou « beaucoup » confiance au Congrès⁵. La recherche d'une solution institutionnelle aux problèmes d'image des élus produit d'ailleurs, sur le plan international, un chassé-croisé qui a de quoi laisser sceptique. Fatigués de leurs politiciens, les Italiens abandonnent le scrutin à la proportionnelle quand les Néo-zélandais et les Japonais se tournent de son côté pour la même raison.

Une explication plus ambitieuse est offerte par l'Américain Samuel Huntington, qui affirme que la démocratie est en quelque sorte malade de sa réussite⁶. Il fait valoir que la démocratie porte en elle-même une éthique de l'anti-pouvoir. À mesure que les valeurs d'égalité et de liberté gagnent les populations, celles-ci se méfient de ceux qui s'élèvent au-dessus d'elles et les gouvernent. Le cynisme envers la politique et les politiciens s'étend alors même que les valeurs pré-démocratiques de déférence et de respect de l'autorité perdent de leur emprise sur les esprits. Au bout de la démocratie, il y aurait le nihilisme.

Cette théorie comporte certainement sa part de vérité, comme en atteste la montée des valeurs et des partis populistes. Mais par ailleurs, un point de vue plus optimiste serait de voir dans le cynisme ambiant une étape de la démocratie plutôt que son aboutissement, une sorte de maladie infantile avant la pleine maturité. On peut espérer qu'avec l'éducation et l'habitude du débat public, un électorat plus raffiné en viendra à mieux faire la part des choses et à ne plus confondre attitude critique et rejet indifférencié. Les citoyens plus instruits sont plus portés à appuyer les bases du système de partis, tant aux États-Unis qu'au Canada⁷. L'avancée démocratique pourrait bien conduire au discernement plutôt qu'au nihilisme.

Les media

Nous en venons à une dernière explication: l'effet des médias. Différents facteurs font penser que les médias encouragent le cynisme envers les politiciens. Leur tendance naturelle bien connue est d'insister sur les mauvaises nouvelles, tout ce qui va mal, le chômage, les conflits, les luttes intestines. De la vie parlementaire par exemple, ils rapportent essentiellement les affrontements lors de la période des questions, et non le travail des commissions parlementaires. L'étude de Jean Charron sur la presse parlementaire à Québec confirme cette tendance des médias à mettre l'accent sur les aspects les plus agités de la vie politique. Les journalistes sont des généralistes dont la seule compétence réelle parfois est la connaissance du jeu politique: l'électoratisme des politiciens, leurs rivalités, etc. Bien des journalistes en viennent à ne plus voir que cette joute pour le pouvoir, et à repousser en arrière-plan le contenu même des décisions politiques⁸.

Il n'y a aucun indice que la presse écrite soit devenue plus critique qu'autrefois. Ce serait même plutôt le contraire, selon les études faites sur le sujet au Québec⁹. Mais le public a été de plus en plus exposé aux informations transmises à la télévision et celle-ci est devenue plus critique et indépendante à partir des années soixante-dix.

Bien que la cote des journalistes ne soit pas très élevée, et qu'elle aussi ait baissé avec la montée du cynisme, elle demeure meilleure que celle des élus. En juin 1986, un sondage Environics suggérait que les Canadiens avaient davantage tendance à croire les journalistes que les politiciens. Il semblerait donc qu'une plus grande exposition du public à une presse - surtout la presse télévisée - moins déférente qu'autrefois et à laquelle le public accorde une certaine crédibilité ait contribué à accroître le scepticisme envers la politique.

Ceci dit, l'effet de la presse ne doit pas être exagéré. S'il a pu encourager le cynisme, il ne saurait l'avoir créé. La concurrence vive du monde de l'information est un marché économique comme un autre, où chacun suit les goûts du public bien davantage qu'il ne les façonne. L'offre influence la demande, elle ne l'invente pas.

De plus, il ne faut pas exagérer le caractère critique des informations transmises par la presse écrite ou orale. Cette information n'est pas aussi négative que les acteurs politiques se l'imaginent souvent. Il ne manque pas de journalistes chevronnés qui se plaignent d'un manque d'indépendance, de curiosité et d'esprit critique de leur profession. Le professeur Denis Monière a étudié la façon dont les principaux quotidiens et bulletins d'information télévisés de Montréal ont couvert la campagne électorale de 1989 au Québec. Dans l'ensemble, il en ressort que si les jugements portés sur les partis sont plus souvent négatifs que positifs, le contenu est bien davantage neutre qu'orienté, dans une proportion variant entre 75 et 80%¹⁰. Même si une étude semblable qui aurait porté sur les lignes ouvertes des radios privées aurait certainement rapporté un contenu beaucoup plus négatif, on peut en conclure que les grands médias d'information ne se caractérisent pas par une virulence extrême envers les acteurs politiques.

Dans une démocratie en santé, chaque citoyen a appris à exercer son propre jugement. Bien loin de la complaisance et du cynisme, la voie toute tracée de la démocratie est le discernement.

Un des paradoxes de notre temps est que de nouvelles démocraties naissent partout alors même que les démocraties établies, elles, font face à un électorat désenchanté prêt à verser dans le cynisme. J'ai passé en revue les différentes causes de

ce désenchantement, en faisant valoir que si les grands médias ont pu l'encourager, ils ne sauraient l'avoir créé. Si je ne devais retenir qu'une seule cause de la montée du cynisme, plutôt que les médias je choisirais l'échec des grandes idéologies. Beaucoup d'électeurs ne pardonnent pas aux politiciens d'hier d'avoir voulu leur faire croire aux solutions miracles. Mais ces mêmes électeurs ne sont pas encore prêts à se résoudre à l'inexistence des solutions miracles. Ils veulent que les politiciens d'aujourd'hui leur disent la vérité, mais en même temps, cette vérité, ils ne sont toujours pas prêts à l'entendre. Ils veulent continuer à croire, par exemple, que l'élimination des déficits est possible sans nouvelle hausse d'impôt ni réduction des services¹¹.

La presse peut beaucoup faire pour endiguer la montée du cynisme. Je voudrais terminer cet exposé par une suggestion en ce sens. Il faudrait que les éditorialistes, ou la presse d'opinion en général, prennent la résolution de compléter leurs critiques de solutions concrètes. Il faut critiquer ce que font ou proposent les partis et les gouvernements, mais en prenant toujours soin de présenter le champ des possibles et du souhaitable. Le critique peut fort bien ne pas avoir de solution concrète, mais alors, il doit l'admettre explicitement. On ne compte plus les penseurs qui reprochent aux acteurs politiques leur manque de vision mais qui seraient incapables eux-mêmes de formuler le premier paragraphe d'un «projet de société».

Les études montrent que les citoyens portent des jugements moins négatifs sur la classe politique quand on leur pose des questions qui les invitent à réfléchir sur des problèmes concrets. C'est exactement ce que les organes de presse devraient faire, habituer leur public à une critique constructive et pragmatique, afin que peu à peu chaque citoyen en vienne à réfléchir aux contraintes et aux solutions au lieu de se contenter de distribuer les blâmes.

Notes

1. André Blais et Elisabeth Gidengil, *La démocratie représentative. Perception des Canadiens et Canadiennes*, Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis, collection d'études, volume 17, Ottawa: Approvisionnement et Services Canada, 1991, p. 43.
2. Lorne Bozinoff, Peter MacIntosh et Niki Brodie, «MPs Viewed as Having Low Honesty and Ethical Standards», *Gallup Report*, 3 août 1992.
3. Lorne Bozinoff et André Turcotte, «Canadians are Losing Respect in Their Institutions», *Gallup Report*, 1^{er} février 1993. Voir aussi l'étude de Harold D. Clarke et Allan Komberg, «Evaluations and Evolution: Public Attitudes Toward Canada's Federal Political Parties, 1965-1991», *Revue canadienne de science politique*, 26(2), 1993, 287-311.
4. Blais et Gidengil, *La démocratie représentative...*, p. 39.
5. Louis Massicotte, «Parliament: The Show Goes On, But the Public Seems Bored», à paraître dans J. Bickerton et Alain G. Gagnon, *Canadian Politics* (2nd Edition), Peterborough: Broadview Press.
6. Samuel P. Huntington, *American Politics. The Promise of Disharmony*, Cambridge: Harvard University Press, 1981. Le Français Claude Jannoud a exprimé une idée similaire. Voir *Au rendez-vous du nihilisme*, Paris, Arléa, 1989.
7. Herbert McClosky et John Zeller, *The American Ethos: Public Attitudes Toward Capitalism and Democracy*, Cambridge, Harvard University Press, 1984; Blais et Gidengil, *La démocratie représentative...*, p. 45.
8. Jean Charron, *La production de l'actualité politique, une analyse stratégique des relations entre la presse parlementaire et les autorités de tutelle*, Thèse de Doctorat, Département de science politique, Université Laval, 1990.
9. Denis Monière, «Les journaux en campagne électorale: neutralité ou engagement?», Montréal, Département de science politique de l'Université de Montréal, 1993.
10. Monière, «Les journaux en campagne électorale...», Denis Monière, «Les informations télévisées sont-elles biaisées? Analyse de contenu des informations télévisées en campagne électorale», Montréal, Département de science politique de l'Université de Montréal, 1993.
11. André Blais et Stéphane Dion, «Trop d'Etat? Un baromètre de l'opinion», *Politique*, 11, 1987, pp. 45-72.